

Julien LAGOUTTE

Maître de conférences HDR

ISCJ | Institut de sciences criminelles et de la justice (UR 4633)

Champs de recherche :

Droit pénal – Droit pénal de l'environnement – Justice environnementale –
Droit pénal et violences systématiques – Droit pénal, libéralisme et modernité
– Responsabilité civile – Responsabilité civile environnementale

Cursus universitaire

- **2002-2003 :**

DEUG de droit, première année, mention assez bien (Université des Antilles et de la Guyane)

- **2003-2004 :**

DEUG de droit, deuxième année, mention bien (Université des Antilles et de la Guyane)

- **2004-2005 :**

Licence de droit, mention assez bien (Université Montesquieu Bordeaux IV)

- **2005-2006 :**

Maîtrise de droit, mention droit pénal et carrières judiciaires, mention bien (Université Montesquieu Bordeaux IV)

- **2006-2007 :**

Master 2 de droit privé, mention recherche Droit pénal, mention bien (Université Montesquieu Bordeaux IV)

- **2012 :**

Docteur en droit de l'Université Montesquieu Bordeaux IV

Titre de la thèse : « *Les conditions de la responsabilité en droit privé. Eléments pour une théorie générale de la responsabilité juridique* »

Directeur de la recherche : M. le professeur Jean-Christophe SAINT-PAU

Jury : MM. les professeurs Philippe BRUN et Emmanuel DREYER, rapporteurs, Guillaume WICKER, président du jury, François ROUSSEAU et Jean-Christophe SAINT-PAU

Date et lieu de soutenance : 16 novembre 2012, Université Montesquieu Bordeaux IV

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité

Prix de thèse Jean Derruppé 2013 du Conseil régional des notaires de la Gironde.

- **2013 :**

Qualification par le CNU aux fonctions de maître de conférences.

- **2025 :**

Habilitation à diriger des recherches

Titre du mémoire : « *Justice environnementale et droit pénal. Du droit pénal de l'environnement à un droit pénal écologiste* »

Jury : Madame Nadia BELAÏDI, rapporteuse, Messieurs les professeurs Guillaume BEAUSSONIE et Philippe CONTE, rapporteurs, Monsieur le professeur Jean-Christophe SAINT-PAU, président du jury, et Monsieur le professeur Laurent FONBAUSTIER

Date et lieu de soutenance : 14 mars 2025, Université de Bordeaux

Situation statutaire

- **2014- :**

Maître de conférences à l'Université de Bordeaux

Enseignements

- Niveaux et matières enseignées :
 - Capacité : Droit pénal et procédure pénale.
 - Licence 1 : Conférences de culture générale.
 - Licence 2 : Droit pénal général ; Responsabilité civile ; Droit des contrats ; Régime général des obligations.
 - Licence 3 : Droit des sûretés ; Procédure civile.
 - Master 1 : Responsabilités civile et pénale du sport ; Droit pénal des affaires.

- Master 2 : Droit pénal de l'environnement ; Droit pénal économique de l'environnement ; Infractions transnationales (infractions environnementales transnationales) ; Eurocrimes (droit pénal de l'environnement de l'Union européenne) ; Nouveaux enjeux sécuritaires (radicalisation des mouvements écologistes saisie par le droit pénal et la politique pénale) ; Responsabilité civile ; Responsabilité civile contractuelle ; Responsabilité civile pour faute ; Responsabilité du fait d'autrui ; Responsabilité civile environnementale ; Dommage.
- DU : Droit pénal commun appliqué au sport (DU Droit du sport) ; Responsabilité civile en matière sportive (DU Droit du sport) ; Droit répressif de l'environnement (DU Droit de l'environnement) ; Responsabilité civile environnementale (DU Droit de l'environnement) ; Institutions juridictionnelles (DU Prise en charge des victimes et DU Prise en charge des patients détenus) ; Principes généraux du droit processuel (DU Prise en charge des victimes d'infraction et DU Prise en charge des patients détenus).
- IEJ : Droit pénal et procédure pénale ; Droit pénal ; Procédure pénale ; Procédure civile ; Conférences en droit pénal, procédure pénale, droit civil, procédure civile et droit privé de l'environnement.
- IUT : introduction au droit privé de l'environnement (IUT GACO parcours Management responsable des projets et des organisations).
- Type de formations : Formation initiale ; Formation continue ; Cours non spécialement juridiques (AES, IRTS Aquitaine) ; IEJ prépa EDA, ENM (concours 1 ; concours 2 et 3 en e-learning).
- Nature : Cours magistraux ; Travaux dirigés ; Séminaires de Master ; Conférences.
- Missions d'enseignement dans d'autres établissements :
 - **2017-2021 :**
Cours magistral de Droit pénal général à l'ICES/Institut catholique de Vendée (L2 Droit et L2 Histoire/Droit).
 - **2021-2023, puis 2024-2025 :**
Cours magistral de Droit pénal de l'environnement à l'Université Clermont Auvergne (Master 2 Droit pénal et sciences criminelles).
Cours de Droit pénal de l'environnement à l'Université Toulouse 1 Capitole (Master 2 Droit pénal et sciences criminelles FOAD).

- **2024-2025 :**

Cours magistral de Droit pénal économique de l'environnement à Aix Marseille Université (Master 2 Droit pénal et sciences criminelles, parcours Lutte contre la criminalité financière et organisée, parcours Criminologie et parcours Sécurité intérieure).

Cours magistral d'Ecocrimes/Droit pénal de l'environnement de l'Union européenne à l'UPPA Bayonne (Master 2 Droit pénal européen et international)

Cours magistral de Droit pénal à l'ICES/Institut catholique de Vendée (DU Ingénierie financière Finance Banque CMO)

- Autres :

- **2013-2016 :**

Conférence en droit pénal, droit des obligations, procédure pénale et procédure civile à l'Ecole Nationale de la Magistrature.

- **2016-2017 :**

Cours magistraux de Principes généraux du droit processuel et d'Institutions juridictionnelles dans les DU Prise en charge des victimes d'infraction et Prise en charge des patients détenus à l'Université de Bordeaux.

- **2022-2023 :**

Séminaire de droit privé de l'environnement à l'IUT GACO parcours Management responsable des projets et des organisations à l'Université de Bordeaux.

- **2020-2023, puis 2024-2025 :**

Cours magistraux de Droit répressif de l'environnement et de Responsabilité civile environnementale, puis de contentieux privé de l'environnement dans le DU Droit de l'environnement à l'Université de Bordeaux.

Contentieux judiciaire de l'environnement	DU Droit de l'environnement	2024-2025	5h
Culture générale (conférences)	L1 Droit	2019-2023 2024-2025	2h
Domage (CM)	M2 Droit et pratique de l'assurance	2021-2023 2024-2025	9h
Droit des contrats (CM)	L2 Droit	2014-2019 2024-2025	41h
Droit des sûretés (CM)	L3 Droit	2014-2015, puis 2016-2017	17,5h la première année universitaire, puis 35h la seconde
Droit pénal et procédure pénale (ED)	IEJ de Bordeaux Prépa ENM	2017-2023 2024-2025	10h/groupe
Droit pénal et procédure pénale (ED)	IEJ de Bordeaux Prépa e-learning ENM	2021-2023 2024-2025	5h
Droit pénal (ED)	Prépa EDA (ICES Institut catholique de Vendée)	2018	6h
Droit pénal et procédure pénale (CM)	Capacité 2	2014-2015	21h
Droit pénal des affaires (TD)	M1 Droit pénal approfondi	2016-2017	30h
Droit pénal commun appliqué au sport (CM)	DU Droit du sport	2020-2021	4h
Droit pénal économique de l'environnement (CM)	M2 Droit pénal et sciences criminelles (Aix Marseille Université)	2024-2025	16h

Droit pénal économique de l'environnement (CM)	M2 Droit répressif économique	2024-2025	10h
Droit pénal de l'environnement (CM)	M2 Droit pénal approfondi	2020-2023 2024-2025	20h
Droit pénal de l'environnement (CM)	M2 Droit pénal et sciences criminelles (Université Clermont Auvergne)	2021-2023 2024-2025	16h
Droit pénal général (CM)	L2 Droit/Histoire-Droit (ICES Institut catholique de Vendée)	2017-2021	35h
Droit répressif de l'environnement (CM)	DU Droit de l'environnement	2020-2023	10h
Eurocrimes (droit pénal de l'environnement de l'Union européenne) (CM)	M2 Droit pénal international et européen (UPPA Bayonne)	M2 Droit pénal international et européen	9h
Infractions transnationales (infractions environnementales transnationales) (CM)	M2 Droit pénal international et européen et M2 Droit pénal comparé (cours mutualisé)	2021-2023 2024-2025	7,5h
Institutions juridictionnelles (CM)	DU Prise en charge des victimes d'infractions et DU Prise en charge des patients détenus (cours mutualisé)	2016-2017	5h

Nouveaux enjeux sécuritaires (radicalisation des mouvements écologistes saisie par le droit pénal et la procédure pénale) (CM)	M2 Sécurité globale et analyste politique	2024-2025	6h
Principes généraux du droit processuel (CM)	DU Prise en charge des victimes d'infractions et DU Prise en charge des patients détenus (cours mutualisé)	2016-2017	5h
Procédure civile (CM)	Licence 3 Droit	2019-2023 2024-2025	35h
Procédure civile (TD)	Licence 3 Droit	2019-2020	15h
Procédure civile (TD)	IEJ de Bordeaux Prépa EDA	2014-2017	24h
Procédure pénale (TD)	Prépa EDA (ICES Institut catholique de Vendée)	2016, puis 2018	6h
Régime général des obligations (CM)	L2 Droit	2014-2019 2024-2025	35h, puis 21h 10h (cours partagé)
Responsabilité civile (CM)	L2 Droit	2017-2022	41h
Responsabilité civile (CM)	L2 AES	2015-2016	17,5h
Responsabilité civile (séminaire)	M2 Droit pénal approfondi	2016-2017	5h
Responsabilité civile contractuelle (CM)	M2 Droit et pratique de l'assurance	2020-2023	9h

Responsabilité civile en matière sportive (CM)	DU Droit du sport	2020-2021	5h
Responsabilité civile environnementale (séminaire)	M2 Droit et pratique de l'assurance	2015-2023 2024-2025	5h
Responsabilité civile environnementale (CM)	DU Droit de l'environnement	2019-2023 2024-2025	5h
Responsabilité civile et pénale en matière sportive (CM)	M1 Droit UE Professionnalisation	2016-2020	5h
Responsabilité civile du fait d'autrui (CM)	M2 Droit et pratique de l'assurance	2021-2023 2024-2025	9h
Responsabilité civile pour faute (CM)	M2 Droit et pratique de l'assurance	2021-2023 2024-2025	9h
Introduction au droit privé de l'environnement (séminaire)	IUT GACO parcours Management responsable des projets et des organisations	2022-2023	3h

Responsabilités administratives et scientifiques

Dans l'établissement

- **2014-2025 :**

Membre du conseil de l'Institut de sciences criminelles et de la justice.

- **2019 :**

Co-fondateur, avec Carlos-Manuel Alves et Maître Matthieu Barandas, du DU Droit du sport de la faculté de droit de l'Université de Bordeaux.

- **2019-2020 :**

Co-direction, avec Carlos-Manuel Alves et Maître Matthieu Barandas, du DU Droit du sport

- **2019-2025 :**

Membre titulaire du Département Droit et transformations sociales de l'Université de Bordeaux.

- **2021-2023, puis 2024-2025 :**

Référent pédagogique L2 et L3 Droit à l'Institut de Droit et d'Economie d'Agen

- **2022 :**

Membre du Groupe de Travail « Cartographie des recherches en matière de transitions environnementales et sociétales » (établissement de critères de labellisation « transitions » des objets, programmes, thèses et domaines d'application de la recherche et élaboration d'un questionnaire pour diffusion au sein des communautés et de recommandations pour l'optimisation des taux de retours).

- **2024-2025 :**

Référent des transitions auprès de l'Institut de sciences criminelles et de la justice.

Membre de la commission scientifique de l'Institut de sciences criminelles et de la justice.

- **2014-2025 :**

Membre du groupe projet Master mention Sciences sociales parcours « Sciences sociales de la durabilité et ingénierie des transitions socio-écologiques », dir. E. Macé.

Hors de l'établissement (responsabilités et mandats nationaux, ou régionaux)

- **2020-2023 :**

Membre suppléant de la section 01 du Conseil National des Universités.

Activités de recherche et missions scientifiques

- Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :

- **2016 :**

Co-direction scientifique, avec Marion Lacaze, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, du colloque Les actions en matière répressive, Université de Bordeaux, 11 février 2016 (RPDP, 2018-3 et 2018-4).

- **2017 :**

Co-direction scientifique, avec Barbara Freleteau, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, du colloque Le profit illicite, Université de Bordeaux, 20 octobre 2017 (Les colloques de l'ISCJ, n° 3, 2018).

- **2020 :**

Co-direction scientifique, avec Carlos-Manuel Alves, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux, du colloque L'apport du droit privé à la protection de l'environnement, Université de Bordeaux, 24 et 25 septembre 2020 (Mare & Martin, 2022).

- **2023 :**

Co-direction scientifique avec Romain Ollard, Professeur à l'Université de Poitiers, du colloque Le droit pénal face au changement climatique. L'échelle locale, Université de Poitiers, 10 mars 2023.

Direction scientifique du colloque Ecologisme et droit pénal, Université de Bordeaux, Institut de droit et économie d'Agen, 6 avril 2023 (Lexbase Pénal juin 2023, Dossier spécial, N5892BZA).

- **2024 :**

Co-direction scientifique avec Romain Ollard, Professeur à l'Université de Poitiers, du colloque Le droit pénal face au changement climatique. L'échelle globale, Université de Bordeaux, 22 mars 2024.

- Direction de thèses et autres travaux :

- **2014-2015 :**

Direction et encadrement de doctorants de l'Institut de sciences criminelles et de la justice à l'occasion de la Conférence internationale francophone des doctorants en droit pénal sur La protection pénale des droits et libertés fondamentaux, organisée par et à l'Université Alexandru Ioan Cuza de Iasi (Roumanie) les 6, 7, 8 et 9 novembre 2014 et les 5, 6, 7 et 8 novembre 2015.

- **2014-2025 :**

Direction de DER (direction d'études et de recherches) et de mémoires (M2 Droit pénal, puis Droit pénal approfondi ; M2 Contentieux judiciaire ; M2 Droit pénal international et européen ; DU Droit de l'environnement)

- Le résultat légal, D.E.R. par A. Costes et B. Drevet (2014-2015).
- Victime et causes d'irresponsabilité pénale, mémoire par J. Serfass (2014-2015).
- Les prérogatives de la victime en droit pénal international, mémoire par M. Asso-Moularet (2015-2016).
- La chose et le produit provenant d'un crime ou d'un délit dans l'infraction de recel, D.E.R. par A. Figeac et M.-A. Mémain (2016-2017).
- Causes d'irresponsabilité pénale et droit civil, mémoire par O. Le Rouge (2016-2017).
- La condition préalable, D.E.R. par L. Chaïbi et F. Le Ny (2017-2018).
- Les formes dépendantes de criminalité, mémoire par M. Bélouet (2017-2018).
- La privation de liberté, mémoire par L. Lapierre (2017-2018).
- La qualification pénale des faits, D.E.R. par A. Decros et T. Gaurois (2018-2019).
- L'art et le droit pénal, mémoire par A. Decros (2018-2019).
- Fraternité et droit pénal, mémoire par T. Gaurois (2018-2019).
- Criminalité environnementale et droit de la peine, mémoire par S. Rouxel (2019-2020).
- Le groupe en matière pénale, mémoire par T. Aboulin (2019-2020).
- La réparation civile du préjudice écologique, mémoire par S. Ménagé (2019-2020).
- La classification des infractions, D.E.R. par E. Giaretta et C. Morin (2020-2021).
- Les actions dans une collectivité d'intérêts, D.E.R. par A. Phénix et C. Rousseau (2020-2021).
- Les entreprises transnationales et le droit pénal, mémoire par M. Rinckenbach (2020-2021).
- Les moyens de défense, D.E.R. par M. Raillard, M. Stoll et P. Imbert (2021-2022).
- La peine de confiscation, D.E.R. par M. Billault et E. Ribeyrolle (2021-2022).
- Les mesures pénales non punitives, mémoire par Z. Jocou (2021-2022).
- Information environnementale et droit pénal, mémoire par A. Delabie (2021-2022).
- Faut-il modifier le droit pénal européen de l'environnement ?, D.E.R. par M. Begoc, G. Bouillet, E. Comminges, M. Chenaïfia, N. Feugas, I. Latrous et S. Souchu.

- La distinction du droit pénal naturel et du droit pénal artificiel, D.E.R. par C. Boyer et V. De Maximy (2022-2023).
- Droit pénal des affaires et droit pénal de l'environnement, mémoire par L. Torres Da Silva (2022-2023).
- La protection pénale du (mi)lieu de vie, mémoire par I. Asselineau (2022-2023).
- Juger l'écocide devant la Cour pénale internationale ?, D.E.R. par R. Commarmond, Z. Delpierre, V. Detchart, A. Govin, E. Lemoine et L. Sion (2024-2025).
- Les conventions judiciaires d'intérêt public, D.E.R. par T. Béal, M. Bonnin et Trystan Foll (2024-2025).
- La responsabilité pénale de l'Etat, D.E.R. par A. Comandini et E. Rouillon (2024-2025).
- Les violences éducatives, mémoire par C. Damezin (2024-2025).
- Le droit pénal local, mémoire par T. Prieur (2024-2025).
- Les mouvements sociaux saisis par le droit pénal et la politique pénale, mémoire par Maddi Trijeau (2024-2025).
- Le référé pénal environnemental, mémoire par P. Arrangois-Maisonnave (2024-2025).
- Réinsertion et (re)constriction sociale du genre : étude des pratiques institutionnelles, mémoire par M. Gicquel (2023-2025).

- **2018-2019 :**

Membre des équipes du Bulletin de l'ISCJ (encadrement des équipes de doctorants « Droit pénal général » et « Droit pénal spécial/Droit pénal des affaires »).

- **2020-2025 :**

Co-direction, avec Madame le Professeur Valérie Malabat, de la thèse de Monsieur Ass Soda Seye : Les infractions sexuelles commises sur internet (Autorisation à Diriger des Thèses).

- Direction de revues ou de collections, responsabilité d'une chronique dans une revue :

- **2018-2022 :**

Co-responsabilité de la chronique « Droit pénal de l'environnement » de la RPDP, d'abord, avec Mesdames Annie Beziz-Ayache et Amane Gogorza, puis avec Monsieur Jacques-Henri Robert.

- **2023 :**

Direction du dossier spécial « Ecologisme et droit pénal », Lexbase Pénal juin 2023, N5892BZA.

- Participation à des jurys de concours :

- **2018 et 2021 :**

Membre du jury de spécialisation des avocats mention « droit du sport », ordres des avocats de Limoges, puis de Bordeaux.

- **2020-2021 :**

Membre de comités de sélection d'un Maître de conférences (Université de Bordeaux) et d'un enseignant-chercheur contractuel (Université de La Rochelle).

- Colloques, conférences, séminaires en France et/ou à l'étranger :

- 34 dont 32 depuis l'entrée dans le corps.

- 5 co-organisés et 1 organisé.

- 7 hors de l'Université de Bordeaux.

- 16 n'ayant pas ou pas encore fait l'objet d'une publication :

- **2015 :**

« L'acte sur la chose d'autrui », conférence pour les apéro-débats de l'ISCJ.

- **2019 :**

« Actualité du cumul de qualifications dans la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation », conférence pour les apéro-débats de l'ISCJ.

« Une histoire de liens : le vêtement comme symbole en droit pénal », contribution au colloque Habit, tenue, vêtement, uniforme : ce qui regarde le droit, dir. F. Saint-Bonnet, ICES Institut catholique de Vendée, 3 et 4 avril 2019 : <https://oskar-bordeaux.fr/handle/20.500.12278/173034>.

- **2021 :**

« L'apport des lois Justice environnementale et Climat en matière de responsabilités civile et pénale », conférence à l'Université Clermont Auvergne.

- **2022 :**

« L'entrepreneur : responsable environnemental privilégié », contribution au colloque Droit comparé de la responsabilité civile affairiste, dir. C. Mangematin, Université Toulouse 1 Capitole, 4 novembre 2022.

- **2023 :**

« Une société plus juste, terreau d'un avenir plus vert ? », séminaire de vulgarisation pour Les Rencards du savoir, animé par Y. Frontout et avec V. Deldrève et F. Garnier, Bordeaux, Cap Sciences, 18 janvier 2023.

« Crise écologique : comment résister », webinaire de vulgarisation, animé par C. Boinot et A. Reteau, avec B. Gothière, L. Falco et G. Simon, DETS, 24 janvier 2023.

« La place du consentement dans les infractions sexuelles : un faux débat ? », contribution au colloque Les infractions sexuelles en question(s) – Retour sur les dernières évolutions législatives et jurisprudentielles, dir. E. Baron, Université de Bordeaux, 28 mars 2023.

« Le droit pénal protège-t-il les arbres ? », contribution au colloque Arbre(s) et droit(s) : défis et perspectives, dir. O. Clerc et H. Hellio, Université d'Artois, 17 octobre 2023.

○ **2024 :**

« Justice et transition écologique. Le défi du siècle », contribution au colloque organisé par les étudiants de seconde année de la classe préparatoire ENS D1 du lycée Gustave Eiffel, Bordeaux, 9 février 2024.

« Regards croisés sur l'écoblanchiment », conférence (en ligne) avec Michele Patricia Akiobe Solongo, Professeure adjointe à l'Université Laval, 15 avril 2024.

« Le droit pénal face aux mouvements écologistes radicaux », contribution au colloque Quelle écologie politique pour demain ?, dir. T. Dominici et G. Simon, Université de Bordeaux, 28 mai 2024, actes à paraître 2025.

« Réparer les atteintes », contribution au colloque La protection du secret des affaires, dir. H. Skrzypniak et V. Malabat, Université de Bordeaux, 17 octobre 2024.

○ **2025 :**

Intervention sur les liens entre justice environnementale et droit dans le cadre du projet européen Ecoality, porté par la Région Normandie et mis en œuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, avec la CNCDH, Evreux, 5 mars 2025.

Participation à la table ronde « Écocides et justice : du Vietnam à la France, lutter contre les crimes environnementaux et humains », animé par Y. Frontout et avec Tran To Nga A. Robert, Poitiers, Espace Mendès France, 19 mars 2025.

« Perspectives pénales », contribution au colloque Les prisons 50 ans après Surveiller et punir : quel héritage ?, dir. V. Peltier et L. Soula, Université de Bordeaux, Institut de droit et économie d'Agen, 4 avril 2025.

- Autres :

• **2020-2023 :**

Rapporteur pour le prix de thèse de l'Ecole Nationale de la Magistrature.

- **2021-2023 :**

Participation au projet de recherche « La transition écologique du droit économique. Droit économique soutenable », dir. M.-A. Chardeaux, A.-S. Epstein et G. J. Martin : interventions sur les thèmes « Les modèles de régulation pénale de l'environnement », « La détection des manquements aux normes environnementales : agents administratifs spécialisés, lanceurs d'alerte et associations écologistes » et « La sanction des informations environnementales à destination du marché » (avril 2022) ; rédaction d'une contribution sur « Le droit pénal économique de l'environnement : substance et pertinence d'un modèle » (juin 2023).

- **2022 :**

Expert-rapporteur au séminaire Just Green : la lutte contre le trafic d'espèces menacées au sein de l'Union Européenne, organisé par l'ENM Paris, les 24 et 25 avril 2022.

Publications

- Articles :

- **2014 :**

« Introduction à la responsabilité juridique », Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, 2014, p. 23 (28 pages).

« Réflexions sur la distinction du dommage et du préjudice en droit civil de la responsabilité », Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, Cujas, 2014, p. 89 (22 pages).

« La protection de l'environnement : répression administrative ou répression pénale ? », Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, Cujas, 2014, p. 281 (20 pages).

« Les évolutions de la responsabilité civile environnementale », RGDA, novembre 2014, p. 535 (77 420 caractères).

- **2015 :**

« Le devoir de vigilance des sociétés mères et des sociétés donneuses d'ordre ou la rencontre de la RSE et de la responsabilité juridique », Resp. civ. et assur., 2015, Etude n° 11 (53 680 caractères).

« A propos de la responsabilité environnementale. Des quelques déséquilibres de la réforme à venir », RRJ, 2014-4, p. 1757 (57 210 caractères).

- **2016 :**

« Notaires et risque pénal », RPDP, 2016, p. 301 (25 pages).

« Médecine, objection de conscience et droit pénal. Etude de droit français », Jahrbuch Ethik in der Klinik (EDK), n° 9, 2016, p. 357; publié à nouveau in Conscientious Objection in Medicine. Global Challenges for Human Rights, H. Bielefeldt, L. Bergemann, Ch. Jäger, A. Frewer (Eds.), Global Health, Ethics and Human Rights, Vol. 4, 2019, p. 91 (ouvrage collectif) (83 250 caractères).

- **2017 :**

« La circoncision masculine et la circoncision féminine en droit pénal français », Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 6, Cujas, 2017, p. 219 (93 440 caractères).

« Que reste-t-il de la pertinence de la répression pénale des fraudes et falsifications ? », Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 6, Cujas, 2017, p. 385 (44 490 caractères).

« La faute dans l'avant-projet de réforme du droit de la responsabilité civile », Resp. civ. et assur., 2017, Etude n° 2 (7 pages).

« D'une réforme l'autre : responsabilité environnementale et responsabilité civile », RRJ, 2017-2, p. 671 (77 420 caractères).

- **2018 :**

« L'action collective », RPDP, 2018-3, p. 301 (87 800 caractères).

« La répression du profit illicite », Les colloques de l'ISCJ, n° 3, 2018, p. 55 (92 610 caractères).

« Les faits pénalement qualifiables. Étude à partir de la jurisprudence de la cour d'appel de Bordeaux », Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2018-2, Le Point sur (40 590 caractères).

- **2019 :**

« Les violences éducatives et le droit pénal : entre « dé-banalisation » et dédramatisation », RPDP, 2019-1, p. 17 (79 640 caractères).

« L'arbre qui cache la forêt. Commentaire de la Loi du 11 juillet 2019 relative à l'interdiction des violences éducatives ordinaires », Dr. pénal, 2019, Etude n° 18 (27 360 caractères).

« De l'irresponsabilité pénale en fait d'euthanasie : réflexions à partir d'un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 5 mars 2019 », Dr. pénal, 2019, Etude n° 22 (39 370 caractères).

« La délicate rencontre des violences obstétricales et gynécologiques ordinaires et du droit. L'exemple du droit privé de la responsabilité », RRJ, 2019-1, p. 67 (141 540 caractères).

« La protection des personnes intersexuées : étude de droit privé », RRJ, 2019-4, p. 1333 (153 200 caractères).

- **2020 :**

« « Nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses pour s'affranchir des règles communes édictées par la loi pénale ». De beaux draps pour un matelas sale ? », Dr. pénal, 2020, Etude n° 22 (47 530 caractères).

- **2021 :**

« Joyeux Noël ? Regard sur la Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 relative au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée », Dr. pénal, 2021, Etude n° 5 (40 120 caractères).

« De l'atteinte non négligeable à l'environnement à la réparation intégrale : le droit constitutionnel au secours de la responsabilité environnementale ? », Resp. civ. et assur., 2021, Etude n° 4 (44 700 caractères).

« Sanctions pénales du code de l'environnement et CJIPE : à qui mieux mieux », RJA, juin 2021, p. 99 (58 890 caractères).

« La pertinence du concept de patrimoine pour la protection pénale de l'environnement », Lexbase Pénal, 2021, N8709BY9 (38 620 caractères).

« La révolution n'a pas été légiférée. Réflexions sur le titre VII la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », Lexbase Pénal, 2021, N9075BYR (38 980 caractères).

« Le principal et l'accessoire des dispositions pénales de la Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets », Dr. pénal, 2021, Etude n° 20, avec J.-H. ROBERT (54 760 caractères).

- **2022 :**

« Les conséquences sur la sanction en droit français : la question de l'amende civile », Rev. Contrats, 2022, n° RDC200n8 (39 500 caractères).

« La protection différenciée du vivant : spécisme, antispécisme (et au-delà) du droit pénal français ? », RRJ, 2022-1, p. 101 (78 150 caractères).

« L'autorité justificative (Approche critique) », RRJ, 2022-2, p. 665 (121 620 caractères).

- **2023 :**

« L'application dans l'espace de la loi pénale environnementale », Gaz. Pal., 2023, n° GPL449h6 (21 653 caractères).

« Ecologisme et droit pénal : le pourquoi du comment », Lexbase Pénal, juin 2023, N5798BZR (5 842 caractères).

« Pour une écologisation de l'état de nécessité et de la légitime défense », Lexbase Pénal, juin 2023, N5788BZE (33 933 caractères).

« La réception de l'information environnementale par le droit pénal », Dr. pénal, juillet 2023, Etude n° 14, avec M. LASSALLE (29 995 caractères).

- **2024 :**

« Une saison riche mais sèche : politique(s) et technique(s) du droit pénal européen de l'environnement. À propos de la directive 2024/1203 du 11 avril 2024 (et quelques autres) », JADIE, 12 déc. 2024 (83 820 caractères), DOI : <https://doi.org/10.20870/revue-jadie.2024.8430>

- **2025 :**

« L'article 122-4 : fondements clarifiés, irresponsabilité redéployée ? », Annales de l'Institut de criminologie et de sciences pénales Roger Merle, Presses de l'université de Toulouse 1 Capitole, 2025 (27 920 caractères).

- Chapitres d'ouvrage collectif :

- **2016 :**

« Le notaire, objet de répression », in L'avenir du notariat, dir. M. Mekki, LexisNexis, coll. Perspective(s), 2016.

- **2018 :**

« Voie civile ou voie pénale : quel poids pour l'argument économique dans le choix de la partie civile ? », in Analyse économique du droit et matière pénale, dir. C. Claverie-Rousset, LexisNexis, 2018 (54 920 caractères).

- **2020 :**

« La réforme de la Cour de justice de la République : quelle responsabilité pénale pour les ministres ? », in La réforme institutionnelle sous le quinquennat d'Emmanuel Macron. Les projets de loi pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace. Approche institutionnelle, dir. Ph. Claret et F. Savonitto, L'Harmattan, p. 65 (90 380 caractères).

« La sale manie. Propos sur le prix à payer pour la suppression de la Cour de justice de la République », in La justice dans la révision constitutionnelle. Quelle justice pour un renouveau démocratique ?, Politeia, 2020-4, p. 145 (50 410 caractères).

- **2022 :**

« L'apport du droit pénal international à la réaction aux risques et dommages environnementaux », in L'apport du droit privé à la protection de l'environnement, dir. J. Lagoutte, Mare & Martin, 2022, p. 221 (56 950 caractères).

« Esquisse d'un droit pénal de l'environnement rêvé : pour une protection pénale des communs, entre droit commun et droit hors du commun », in Les communs en droit de l'environnement : droit des communs, droit commun et droit « hors du commun », RJE hors-série 2022, p. 353 (22 000 caractères).

- **2023 :**

« Juger les fous ? Juger les enfants ? Réflexions sur les limites naturelles de la responsabilité pénale », in Humanisme et droit pénal, dir. L. Richefeu, Mare & Martin, 2023, p. 59 (44 000 caractères).

« La légitime défense environnementale : inspirations puisées dans l'œuvre d'Hayao Miyazaki (et d'Isao Takahata) », in Miyazaki et le droit. Du rêve à la réalité, dir. E. Netter, Y. Basire, H.Kassoul & M. Laref, PUAM, coll. Inter normes, 2023, p. 127 (30 230 caractères).

« Aspects pénaux du paternalisme moderne », Mélanges en l'honneur du Professeur Philippe Conte, LexisNexis, 2023, p. 483 (45 899 caractères).

« Quelques aspects de l'autonomie du droit processuel », Liber amicorum en hommage à Yannick Capdepon, éd. Bière, 2023, p. 27 (62 868 caractères).

« L'influence (toute relative) du droit de l'Union européenne sur le droit pénal de l'environnement », in L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit pénal français : l'exemple du droit pénal spécial, dir. M. Bardet et T. Herran, IFJD, 2024, p. 73 (44 986 caractères).

« Incriminer le réchauffement climatique », in Le droit pénal de l'avenir, dir. P. Beauvais, D. Chilstein et E. Dreyer, Dalloz, coll. Thèmes & Commentaires, 2024, p. 373 (30 163 caractères).

- **2025 :**

« La qualification pénale des causes du changement climatique », Le droit pénal face au changement climatique, dir. J. Lagoutte et R. Ollard, Dalloz, 2025, p. XXX (44 046 caractères).

- Fascicules :

- **2016 :**

J.-Cl. Pénal des affaires, fasc. 10-10, V° « Environnement – Généralités – Règles spécifiques communes », avec A. GOGORZA [JCI. Lois pénales spéciales, fasc. 15, depuis 2024] (création, 178 760 caractères).

J.-Cl. Pénal des affaires, fasc. 40, V° « Environnement - Installations classées pour la protection de l'environnement » [JCI. Lois pénales spéciales, fasc. 25, depuis 2024] (refonte, 172 450 caractères).

- **2019 :**

J.-Cl. Synthèse, V° « Environnement », mise à jour juin 2024 (création, 118 000 caractères).

- **2020 :**

J.-Cl. Pénal des affaires, fasc. 70-10-1, V° « Environnement – Flore » [JCl. Lois pénales spéciales, fasc. 100, depuis 2024] (création, 222 250 caractères).

- **2022 :**

J.-Cl. Pénal des affaires, fasc. 10-20, V° « Environnement – Procédure pénale environnementale » [JCl. Lois pénales spéciales, fasc. 20, depuis 2024] (création, 257 360 caractères).

- Chroniques :

- Chronique de droit pénal de l'environnement :

- Annuelle de 2018 à 2019 :**

- « Droit pénal de l'environnement », chron. sous Cass. crim., 30 janv. 2018 et Cass. crim., 15 mai 2018, RPDP, 2018-4, p. 893 (41 740 caractères).

- « Droit pénal de l'environnement : Que protège le droit pénal de l'environnement ? », chron. sous Cass. crim., 15 janv. 2019, Cass. crim., 16 avr. 2019 et Cass. crim., 14 mai 2019, RPDP, 2019-4 (30 000 caractères).

- **Semestrielle après 2020 :**

- « Droit pénal de l'environnement. Le chapitre V du Projet de loi relatif au parquet européen et à la justice pénale spécialisée... Ou la justice environnementale au rabais », RPDP, 2020-2, p. 425 (55 480 caractères).

- « Droit pénal de l'environnement. Le chapitre V de la Loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020 (et quelques autres évolutions acquises et à venir du droit pénal de l'environnement) : la justice environnementale relevée ? », RPDP, 2020-4, p. 963 : <https://oskar-bordeaux.fr/handle/20.500.12278/173033> (36 650 caractères).

- « Droit pénal de l'environnement. L'écologisme en droit pénal : illustrations jurisprudentielles », chron. sous Cass. crim., 8 sept. 2020, Cass. crim., 4 mai 2021, Cass. crim., 15 juin 2021 (2 arrêts), Cass. crim., 29 juin 2021, et Cass. crim., 22 sept. 2021 (3 arrêts), RPDP, 2021-4 : <https://oskar-bordeaux.fr/handle/20.500.12278/173032> (47 630 caractères).

- Notes d'arrêt :

- **2012 :**

« Avènement d'un régime européen des mesures de sûretés privatives de liberté », commentaire sous CEDH, 4ème Sect., 18 septembre 2012, James, Wells et Lee c. Royaume-Uni, Req. n° 25119/09, 5775/09 et 57877/09, Journal d'Actualité des Droits Européens (JADE), 23 novembre 2012 (6610 caractères).

- **2014 :**

« L'espoir et la grâce », commentaire sous CEDH, 2ème Sect., 20 mai 2014, Laszlo Magyar c. Hongrie, Req. n° 73593, Journal d'Actualité des Droits Européens (JADE), 15 juillet 2014 (25 330 caractères).

- **2015 :**

« Le chaud et le froid : la Cour européenne des droits de l'Homme et la peine perpétuelle », commentaire sous CEDH, 4ème Sect., 3 février 2015, Hutchinson c/ Royaume-Uni, Req. n° 57592/08, Journal d'Actualité des Droits Européens (JADE), 14 avril 2015 (30 150 caractères).

« Bis in idem : confirmation de l'interdiction par la CEDH du cumul des répressions pénale et extra-pénales », commentaire sous CEDH, 1re Sect., 30 avr. 2015, Kapétanios et autres c. Grèce, Req. n° 3453/12, 42941/12 et 9028/13, Journal d'Actualité des Droits Européens (JADE), 15 juin 2015 (45 230 caractères).

- **2018 :**

« Accès frauduleux à un site en construction à des fins probatoires » (note sous CA Bordeaux, 12 sept. 2018), Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2018-3 (23 800 caractères).

Observations sous CA Bordeaux, 23 oct. 2018, Cahiers de jurisprudence d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, 2018-3 (15 150 caractères).

- **2019 :**

« La privation de liberté préventive de courte durée : une notion opportune et importune », commentaire sous CEDH, grande chambre, 22 oct. 2018, S., V. et A. c. Danemark, Req. n° 35553/12, 36678/12 et 36711/12, Journal d'Actualité des Droits Européens (JADE), 1er févr. 2019 (56 790 caractères).

- **2021 :**

« Responsabilité civile environnementale : l'assimilation (confirmée) du préjudice moral des associations écologistes à la violation des polices

administratives spéciales de l'environnement », note sous Cass. crim., 29 juin 2021, n° 20-82.245, Resp. civ. et assur., 2021, comm. 173 (8 200 caractères).

- **2022 :**

« Première convention judiciaire d'intérêt public environnementale : la justice pénale dos à l'Histoire », obs. sous TJ Puy en Velay, ord. de validation d'une CJIPE, 16 déc. 2021, Lexbase Pénal, févr. 2022, N0424BZQ (11 000 caractères).

« Indifférence de la faute de l'enfant auteur du dommage et prévalence de la responsabilité parentale sur celle des associations sportives : la lourde charge (juridique) d'être parent », note sous CA Nîmes, 3 mars 2022, n° 20/03446, Resp. civ. et assur., 2022, comm. 122 (9 050 caractères).

- **2023 :**

« Responsabilité civile environnementale : variations sur la forme et le fond », note sous Cass. civ. 3e, 30 nov. 2022, n° 21-16.404, Resp. civ. et assur., 2023, comm. 27 (9 267 caractères).

« Le principe de concentration des moyens au tamis de la compétence civile du juge pénal », note sous Ass. plén., 14 mars 2023, n° 21-13.516, Lexbase Pénal, juin 2023, N5413BZI (30 344 caractères).

- **2024 :**

« L'errance (éternelle ?) des fantômes et de leurs fantasmes : encore l'assimilation du préjudice moral des associations à la violation de la réglementation protégeant les intérêts collectifs qu'elles se donnent pour objet de défendre », note sous Cass. crim., 27 février 2024, n° 23-82.000, Resp. civ. et assur., 2024, comm. 105 (7 998 caractères).

« Réparation du préjudice écologique : entre « précisions » et mécompréhensions », note sous Cass. crim., 26 mars 2024, n° 23-81.410, Resp. civ. et assur., 2024, comm. 140 (9 119 caractères).

« L'imputation par amputation de la cohabitation ou le mode abrégé de réforme de la responsabilité parentale », note sous Ass. plén., 28 juin 2024, n° 22-84.760, Resp. civ. et assur., 2024, comm. 190 (9 992 caractères).